

GROUPE de RECHERCHE et d'ACTION pour la PAIX en ETHIOPIE et dans la
CORNE de l'AFRIQUE

GRAPECA

LA COALITION DE PARIS : UNE DYNAMIQUE UNIQUE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

INTRODUCTION : LE GACHIS

« After the 'transition' fiasco which ended with the establishment of a monoethnic, one-party dictatorship, Ethiopia finds itself poised for yet another tragedy which could have incalculable consequences for its people and the entire Horn region ... Our warnings that this country is heading for a disaster are dismissed as 'exaggerated' or 'pure opposition rhetoric'. We are producing this document so that none of those in the international community concerned about peace and prevention can say they 'never knew'. We are urging them to act now, no least because we consider it would be indecent and immoral for Western diplomats and NGO activists to fly in and out of a 'disaster country' to manage a tragedy which they did nothing to stop while there was still time. »

C'est ce que nous écrivions dans le dernier numéro de notre bulletin ADDIS DIGEST paru en juin 1997 sous le titre prémonitoire « *Ethiopia a tragedy in the making ; never say you never knew* ».

Exactement un an après, la guerre entre l'Erythrée et l'Ethiopie éclata. Le va-et-vient de diplomates et de militants ONG auquel nous assistons depuis des mois n'a pas empêché la tragédie que nous annoncions. A l'origine, ce conflit était pourtant un conflit classique qu'on aurait pu arrêter très tôt. A partir de mai 1998, l'armée érythréenne commença à occuper des territoires jusqu'alors sous souveraineté éthiopienne. Un plan de paix proposé par l'OUA et soutenu par l'ensemble de la communauté internationale est proposé aux deux parties. Il refuse le fait accompli, demande au gouvernement érythéen de retirer ses troupes, aux deux parties d'accepter la présence d'une force neutre de maintien de la paix et de procéder ensuite à des négociations pour démarquer les frontières.

Le gouvernement éthiopien, tout en rejetant l'idée d'instauration d'un cessez-le-feu et de négociation avant le retrait des 'troupes d'occupation' accepte néanmoins ce plan de paix. Le gouvernement érythéen demande l'instauration d'un cessez-le-feu et des négociations directes sans accepter l'idée de retirer ses troupes. Au lieu de s'en tenir strictement à ce plan et de chercher à l'imposer à la partie érythréenne, les diplomates occidentaux et africains perdent leur temps à chercher une solution qui « sauverait la face de M. Issayaas ». Une telle attitude était extrêmement dangereuse pour la paix dans la région.

En février 1999, alors que le déclenchement de ce que le représentant spécial de l'ONU, M. Mohamed Sahnoun, appellera la « première guerre high-tech en Afrique », paraissait imminent, la Coalition de Paris lança un appel de dernière minute en ces termes :

« La clé d'une solution pacifique se trouve aux mains du gouvernement érythréen. Il faut qu'ils acceptent les propositions faites par la communauté internationale. Mais pour cela, il faudra que cette communauté internationale veille avec plus de consistance à l'application du plan de paix qu'elle a elle-même proposé. Tous ceux qui veulent éviter le chaos et l'instauration d'une solution incontrôlable dans la région doivent comprendre une chose ; Il n'y a plus de temps à perdre avec des idées confuses et des prises de position équivoques. Tous ceux qui cherchent une solution pacifique au problème doivent clairement condamner la partie récalcitrante et faire pression sur le régime d'Asmara pour l'obliger à négocier. »

La communauté internationale n'a pas pu prendre ses responsabilités alors qu'il était encore temps. Mais ce n'était pas du temps perdu pour tout le monde. Pendant des mois, les deux parties ont pu se préparer tranquillement à perpétrer le carnage qui allait suivre trois semaines après nos cris d'alarme. En moins de six mois les deux régimes ont pu dépenser plus de 300 millions de dollars chacun pour l'achat d'armes et autre matériel de guerre. Ils ont pu creuser des centaines de kilomètres de tranchées, miner massivement les régions frontalières ... Bref, ils ont eu le temps de se préparer à ce qu'un journaliste du Washington Post qualifia de « une guerre de tranchée à la première guerre mondiale mais avec des armes modernes et sophistiquées ».

Le bilan est ahurissant. Rien que jusqu'à la fin mars, on estime le nombre de morts à 60,000 dont 40,000 pour l'Ethiopie. Près d'un demi-million de personnes (319,000 pour l'Ethiopie) sont déplacées. Les paysans qui ont cherché à revenir à Bademe 'libéré' par l'armée éthiopienne après quatre jours de combats qui ont fait 10,000 morts du côté éthiopien et 3,000 du côté érythréen, n'ont pu se réinstaller : les experts estiment le nombre de mines anti personnelles laissées par l'armée érythréenne à 116,000. Selon un expert éthiopien, « Il faudra peut-être 30 ans de paix pour nettoyer la zone et permettre à tous les paysans de se réinstaller en toute tranquillité ... »

Malgré l'accalmie qu'on observe depuis un mois, la guerre peut reprendre sur les fronts de Zalanbessa (centre) et Buré (est) et même à Badme (front ouest) les Erythréens ayant juré « de reprendre par la force un territoire d'où ils étaient chassés par la force.

II. IL EST URGENT D'ARRETER LE CARNAGE

Nous sommes donc en présence d'un véritable gâchis. Nous disons à tous ceux qui veulent faire quelque chose pour arrêter ce carnage qu'il est temps d'agir maintenant car demain il sera trop tard pour faire quoi que ce soit. Dans notre document « Ethiopia, a tragedy in the making » nous avons plaidé pour une action précoce dans une situation de 'relative tranquillité' parce qu'agir plus tard serait plus complexe et quasi impossible :

« An effective strategy of prevention demands that everything possible be undertaken to arrest the deterioration of a crisis at the earliest possible phase. Worsening conflicts come with their lot of supplementary problems and complexities which will paralyse efforts at prevention. »

Cet avertissement vaut pour la situation présente. Il faut arrêter le carnage maintenant non seulement parce que les deux protagonistes sont en train de se préparer pour d'autres affrontements avant le début de la saison de pluies (mi-juin, juillet, août), mais aussi parce que, vu l'imbroglio régional qui pointe à l'horizon, il serait quasi impossible de faire quoi que ce soit pour arrêter une tragédie à l'échelle régionale dans quelques mois.

a) Les ingrédients de l'imbroglio régional

Depuis le mois d'août 1998, la région de la Corne de l'Afrique est le théâtre d'un vaste mouvement d'armes, d'autre matériels de guerre et de combattants qui est sans précédent, même pour une région telle que la nôtre. Sans remonter plus loin, une dernière dépêche de Reuters parue le 6 mai 1999 nous apprend :

« Eritrea has sent a large consignment of arms and soldiers by sea to Somalia. Eritrean officials and up to 700 Ethiopian (Oromo) rebels disembarked after dark on Tuesday (4 May) at the southern Somali sea port of Merca controlled by south Mogadishu faction leader Hussein Aideed. The ship carried some 40 anti-aircraft guns, 4 armoured personnel carriers, 80 heavy machine guns, ammunition, thousands of AK 47 (Klachinkov) assault rifles and spare parts ... The Oromo fighters landed at Merca were sent to a camp in Aideed-controlled territory.

In the past ten days, Ethiopia had supplied arms and ammunition in military planes to forces opposed to Hussein Aideed in Kismayo. It had previously trucked arms to other anti-Aideed forces at the town of Belet Uen on the Ethiopian border » (Router, May 6, 1999).

Il ne s'agit là que d'un aperçu des « proxy operations » de grande envergure auxquelles se livrent les deux belligérants et qui peuvent, à plus ou moins long terme, jeter la Corne de l'Afrique dans un spirale de violence indescriptible. En attendant l'apparition d'autres factions armées plus ou moins organisées, à l'heure actuelle il y a pas moins de 30 groupes, mouvements ou fronts de libération qui cherchent à profiter du conflit éthio-érythréen pour avancer leurs causes respectives. (voir document en annexe).

Les Erythréens sont actifs chez les Oromos, les Somalis de l'Ogaden, les Islamistes d'Al Itthaad Al Islamia, les opposants Afar en Ethiopie même et à Djibouti, au Soudan, etc. Leurs émissaires sont en train de démarcher, jusqu'ici sans succès, les organisations membres de la coalition de Paris auxquelles ils proposent un soutien en armes et en argent...

L'Ethiopie de son côté est parvenue à unifier l'ensemble de l'opposition érythréenne qui s'est regroupée au sein d'une « *Alliance of Eritrean National Forces* ». Elle soutient le gouvernement Djiboutien, y compris en stationnant des troupes dans ce pays, contre les insurgés Afar soutenus, eux, par l'Erythrée. Addis Abeba cherche à déstabiliser Asmara en créant des mouvements ethniques séparatistes - l'Eritrean democratic Resistance Movement pour l'ethnie Kunama (sud-ouest érythréen) et le 'Red Sea Afar Democratic Organisation' pour les Afars de la mer Rouge.

La Somalie, qui avait entamé un processus, assez fragile il est vrai, de réconciliation nationale, est en train de replonger dans la guerre. Les armes destinées aux rebelles éthiopiens passent par l'intermédiaire des seigneurs de la guerre « pro-érythréens », notamment Hussein Aideed, qui prélèvent au passage une partie des livraisons pour eux-mêmes. 'Naturellement' l'Ethiopie

cherche à contrer ce trafic en armant à son tour ses propres alliés ... et relance la guerre des clans.

b) Vers une situation inextricable

Malgré les apparences et surtout comparée à la situation inextricable qui pourrait demain s'installer dans la région, la situation à l'heure actuelle est encore relativement claire. Il y a deux interlocuteurs clairement identifiables. Les enjeux et les points de désaccord sont clairs. Le plan de paix proposé par la communauté internationale l'est également. Il faut donc agir d'urgence car une telle « clarté » ne durera pas indéfiniment. L'escalade et l'extension du conflit changeront complètement les données de la crise. On peut déjà prévoir les nouveaux éléments de « complication » qui peuvent aggraver le chaos régional et empêcher toute action :

i) Multiplication des protagonistes : Pratiquement tous les mouvements et factions aujourd'hui utilisés pour les « proxy operations » par les deux gouvernements existaient avant l'éclatement du conflit ethio-erythéen. Ils ont, et ils auront, une existence indépendante d'Asmara et d'Addis Abeba. Ils profitent simplement de la situation pour continuer leurs combats respectifs dans de meilleures conditions matérielles et militaires. Un conflit prolongé leur permettra de mieux s'implanter dans leurs fiefs, les deux régimes seront progressivement débordés créant ainsi une situation incontrôlable sur l'ensemble de la région.

ii) Diversification des enjeux et de revendications contradictoires : La confusion et le chaos aidant, les nouveaux protagonistes se renforceront. Les enjeux des conflits prendront des dimensions dont la complexité sera sans commune mesure avec celles d'un banal conflit de frontière.

iii) Militarisation du problème ethnique et explosions en chaîne : La « *Ethnic time bomb* » que nous avons longuement décrite dans ADDIS DIGEST (Juin 1997) n'a pas explosé tout simplement parce que le gouvernement éthiopien était capable de déployer ses forces de maintien de l'ordre un peu partout dans le pays. Les problèmes n'ont pas disparu. Au mois de juillet 1998 par exemple, un conflit de « frontière » entre deux ethnies (les Gujji et les Gedéo) éclata juste dix jours après le départ de l'armée gouvernementale vers le nord. Quinze jours de violence ethnique et d'anarchie ont fini par faire près de 3,000 morts et plus de 160,000 personnes déplacées. Ce type de conflit risque de se généraliser sur l'ensemble du territoire éthiopien.

iv) Risque de marginalisation et d'éclatement des alternatives pacifiques et démocratiques : Dans un contexte de généralisation des conflits et de multiplication des bandes armées plus ou moins organisées, il sera très difficile pour les forces alternatives de paix et de démocratie de maintenir la cohésion et la dynamique de l'initiative de Paris, pourtant le seul espoir de construction d'une paix durable en Ethiopie.

v) Paralysie d'efforts de médiation de la communauté internationale : La communauté internationale n'a pas eu assez de volonté politique pour traiter avec deux interlocuteurs clairement identifiés et de résoudre à temps un conflit de frontière somme toute banal. Si la situation inextricable que nous craignons s'installe dans la région, il est très difficile de voir comment elle pourrait proposer sa médiation et un plan de paix clair et cohérent capable de répondre de façon satisfaisante à tous les acteurs impliqués dans ces conflits.

III. LA COALITION DE PARIS : UNE DYNAMIQUE A CONTRE COURANT DANS REGION

Avec ses 60,000,000 habitants (population plus nombreuse que celle de tous ses voisins réunis), l'Ethiopie se trouve au coeur de la Corne de l'Afrique et ... de ses problèmes. Directement ou indirectement, elle est partie prenante à tous les conflits dans la région. La paix dans la Corne passe donc nécessairement et obligatoirement par la paix en Ethiopie.

L'initiative de Paris a jeté les bases d'une alternative démocratique et pacifique non seulement pour le pays, mais pour l'ensemble de la région. Dans l'imbroglio de la Corne, la Coalition de Paris est jusqu'ici la seule qui a su éviter la facilité des alliances douteuses et de la voie des armes. Le maintien de cette dynamique unique et à contre courant dans la région sera extrêmement difficile dans les mois qui viennent. Mais nous sommes persuadés que l'imbroglio qui menace la région rendra le renforcement de cette alternative plus indispensable que jamais pour la paix en Ethiopie and dans la Corne.

1. UNE INITIATIVE SOUTENUE PAR LA SOCIETE ETHIOPIENNE

Proposée par une coalition regroupant les principaux mouvements et organisations ethniques et multi-ethniques du pays, cette initiative a le soutien de la population éthiopienne, de toutes les forces vives du pays, de la presse indépendante et même pro-gouvernementale et de la communauté internationale. Ce soutien est tel que même les éléments les plus durs au sein du régime, y compris le Premier Minister Meles Zenawi, n'osent pas s'y opposer ouvertement.

Toutes les ambassades contactées par l'antenne de la Coalition à Addis Abeba ont trouvé cette initiative intéressante. Officiellement du moins, l'ambassadeur américain est pour. Dans une interview au journal indépendant Tobia, il a parlé de l'offre de dialogue en ces termes :

« This is a very important and timely issue. It is critical to begin a dialogue with those opposition organisations which have renounced violence and agreed to participate in political debate under the terms of the Ethiopian Constitution ». (Tobia, 04/03/99).

Sceptique comme elle l'a toujours été en ce qui concerne la voie pacifique, la société éthiopienne attend pour voir si cette option se maintiendra ou non. Comme nous l'avons toujours dit, la seule façon de rendre la voie pacifique crédible aux yeux de la population éthiopienne est de faciliter l'apparition d'un vaste mouvement alternatif capable de s'ériger en interlocuteur incontournable au régime. Or, comme toujours cette voie alternative est combattue à la fois par le régime et par l'opposition qu se veut « radicale ».

Incapable de s'y opposer ouvertement, le régime est en train d'essayer de marginaliser l'initiative de Paris. Tout en déclarant qu'ils attendent « la fin de la guerre » pour répondre favorablement à l'offre de dialogue national, les dirigeants éthiopiens sont en train d'organiser une « Conférence de dialogue national » en vue de marginaliser Paris.

En plus nous savons maintenant que les Américains qui pensent que cette initiative à l'origine de laquelle se trouve « un ancien maoïste, et collaborateur de Mengistu qui en plus a passé la moitié de sa vie en France » fait partie de la rivalité franco-américaine en Afrique. Ils cherchent d'autres alternatives contrôlées par les hommes politiques qu'ils connaissent mieux. D'après la presse indépendante en Ethiopie et la Lettre de l'Océan Indien », ils font pression sur les

organisations membres de la coalition opérant dans le pays et notamment sur le « Conseil des Forces Alternatives pour la Paix et la Démocratie en Ethiopie » du Dr. Beyene Petros de participer aux élections de l'an 2000 et de rompre si nécessaire avec les autres organisations basées à l'étranger. »

L'offre de dialogue avec le gouvernement et du cessez-le-feu unilatéral par deux des organisations membres de la Coalition de Paris n'est pas du goût de tout le monde dans l'opposition. Les difficultés financières et matérielles qui empêcheront cette coalition de s'implanter très rapidement au sein de la société éthiopienne sont mise à profit pour demander la création d'un autre « Front uni, plus efficace et plus radical ». Une conférence pour étudier cette question vient d'avoir lieu (fin avril) dans le Maryland (EU). Elles s'est séparé après avoir décidé de convoquer « dans les trois mois » une conférence préparatoire pour la formation d'un tel « Front uni ».

La coalition est capable politiquement de faire face à toutes les tentatives qui chercheront à la marginaliser. Elle peut le faire en avançant chaque jour et en s'implantant d'avantage dans la société éthiopienne. Mais elle n'a pas les moyens financiers et matériels de sa politique. Faute de tels moyens, que seule la communauté internationale peut lui donner, elle ne survivra pas un an.

La question de moyens financiers et matériels est d'autant plus importante qu'elle peut mettre à rude épreuve la cohésion du groupe. Il est clair que dans cette région, et surtout étant donné le conflit étho-érythréen, il est plus courant et plus facile de se voir offrir 1000 fusils Klachnikov pour participer au jeu de seigneurs de la guerre que d'obtenir un subside de 1000 dollars pour la défense de la paix. Nous savons que les émissaires du gouvernement érythréen ont pris contact avec les organisations membres de la Coalition de Paris pour leur proposer armes, munitions et argent si elles acceptent de se battre contre « la dictature tigréenne ». Si la coalition n'avance pas rapidement pour créer une dynamique irréversible et pour s'ériger en interlocuteur crédible dans les mois qui viennent, nous sommes sûrs qu'elle peut voler en éclats sous la pression de cette offre de soutien érythréenne ...

2. QUELLE STRATEGIE POUR AVANCER ?

Face à tous ces dangers, la stratégie définie par la direction de la coalition qui s'est réunie à Amsterdam en avril s'articule autour de trois axes majeurs, tous destinés à créer très rapidement une dynamique irréversible ;

a) Elargir sa base en encourageant d'autres organisations politiques de se joindre à la coalition. La seule organisation majeure qui n'a pas participé à la conférence de Paris est la All Amhara People's Organisation (AAPO). Il y a eu des échanges de lettres entre la direction de la coalition et celle d'AAPO. Nous pensons que cette organisation est sur le point de rejoindre l'initiative que les dirigeants soutiennent ouvertement depuis cinq mois. Des contacts avec d'autres organisations politiques sont en cours.

b) Impliquer davantage les divers composants de la société civile dans le processus de Paris : Trois dirigeants syndicaux (enseignants, travailleurs et journalistes) ont participé à la conférence de Paris en tant qu'observateurs. Les contacts se sont poursuivis. D'autres groupes et organisations (de femmes, jeunes, avocats, culturels, religieux, groupes d'entraide aux réfugiés, etc.) ont été contactés aussi bien au pays qu'à l'étranger. L'objectif est de convoquer

une grande conférence, si possible pendant l'été, pour mettre sur pied une structure de coopération organisations politiques/société civile sur la base du document élaboré à Paris.

c) Mettre sur pied partout des « comités de soutien » à l'initiative de Paris. Ces comités existent déjà en Allemagne, au Royaume Uni, en Suède, au Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Canada. La Coalition a créé une « task force » chargée de mettre sur pied d'autres comités de soutien et de coordonner leur action.

V. CE QUE NOUS ATTENDONS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

1. Une initiative européenne pour arrêter la guerre :

La communauté internationale a échoué dans ses tentatives pour arrêter cette guerre tout simplement parce qu'elle ne s'est pas donné les moyens politiques et diplomatiques pour imposer le plan de paix qu'elle a elle-même approuvé. L'Union européenne peut lancer une initiative (éventuellement avec le soutien des Américains, de l'OUA et de l'ONU). Aucune nouvelle proposition n'est nécessaire. Il faut simplement faire pression sur le gouvernement érythréen pour qu'il accepte ces propositions et retire ses troupes des territoires que son armée occupe par la force.

2. Une initiative européenne pour faciliter le dialogue national

L'arrêt de la guerre aura une contribution décisive pour le processus de paix en Ethiopie et dans la région. Mais la fin des hostilités se suffira pas à y instaurer une paix durable. Le rejet de l'offre de dialogue faite par le group de Paris peut compromettre la poursuite de l'initiative. Il serait donc utile de faire des démarches auprès du régime éthiopien pour qu'il accept cette offre.

3. Un soutien financier et matériel pour accompagner l'initiative de Paris

En plus du soutien politique et diplomatique, l'initiative de Paris a besoin d'un soutien financier sans lequel il ne pourrait pas avancer. Plus concrètement :

1. Un soutien financier pour la Radio Arc-en-Ciel, pour la permettre d'augmenter et d'améliorer ses programmes.
2. La relance du Bulletin de GRAPECA « ADDIS DIGEST » qui aura pour mission d'informer la Communauté internationale (les gouvernements, les institutions gouvernementales, et les ONG en Europe et en Amérique du Nord). Nous estimons que ce travail d'information et de sensibilisation de l'opinion internationale est capitale dans le cadre d'une politique de prevention de conflits.
3. L'organisation d'une conférence « Groupe de Paris - représentants des organisations de la Société Civile » pour définir et mettre sur pied une structure adéquate pour l'action commune sur base du document élaboré à Paris et créer ainsi une irréversible en Ethiopie et dans la région.
4. Les frais de fonctionnement de la coalition pour 6 mois (ouverture d'un bureau en Europe avec trois permanents, frais de fonctionnement de ce bureau et de l'antenne à Addis Abeba, etc.).

GRAPECA
MAI 1999

ANNEXE

MOUVEMENTS ET FACTIONS REBELLES PROFITANT DU CONFLIT ETHIO-ERYTHREEN

I. REBELLES ETHIOPiens SOUTENUS PAR L'ERYTHREE

1. Front de Libération Oromo (FLO)
2. Front Populaire de Libération Oromo (FPLO) du « General » Wako
3. Organisation populaire de Libération Oromo (OPLO)
4. Front national de Libération de l'Ogaden (FNLO)
5. Al Ittihaad Al Islami (Mouvement intégriste somalien)
6. Front de Libération Afar (FLA)
7. Front Uni Révolutionnaire et Démocratique Afar (UGOGUMO)

II. REBELLES ERYTHREENS SOUTENUS PAR L'ETHIOPIE

1. Front islamique de Salut d'Erythrée (FISE) of Jihaad Islamique
2. Organisation Démocratique des Afar de la Mer Rouge
3. Mouvement démocratique de la Résistance Erythréenne
4. Alliance des Forces nationales Erythréennes (regroupant 11 organisations d'opposition dont de rival historique de FPLE, le FLE).

III. LE CONFLIT ET SES REPERCUSSIONS A DJIBOUTI

1. Gouvernement djiboutien soutenu par l'Ethiopie
2. Le Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD). Fraction du FRUD dit « Combattant » soutenu par l'Erythrée.

IV. LE CONFLIT ET SES REPERCUSSIONS EN SOMALIE

1. FACTIONS ET SEIGNEURS DE LA GUERRE SOUTENUS PAR L'ETHIOPIE

1. La République auto-proclamée de Somaliland (Nord-ouest) 'Indépendant' depuis 1991 - Port de Berbera mis) la disposition de l'Ethiopie.
2. L'Etat de Puntland : Mini-Etat autonome depuis juillet 1998. Seule l'Ethiopie dispose d'une 'représentation diplomatique' dans la capitale Bosasso (Port utilisée par l'Ethiopie)
3. Congrès Somalien Uni - Mouvement patriotique (contrôle le sud somalien)
4. Armé de la Résistance Rahaweyne (Mogadishu Nord et ses environs)
5. Front National Somalien (Somalie centrale - à la frontière Ethio-somalienne). Une fraction de ce front est soutenue par l'Erythrée. Combat entre les deux factions depuis fin avril.
6. Le Mouvement mejertine basé à Kismayo. Dirigé par le Général Morgan. Prépartifs en cours pour proclamer l'Etat de JUBBA LAND. Soutenue militairement par l'Ethiopie et l'état de PUNTLAND.

2. FACTIONS ET SEIGNEURS DE LA GUERRE SOUTENUS PAR L'ERYTHREE

1. Le Congrès National Somalien de Hussein Aideed - Contrôle le sud de la capital Mogadishu et le port. Soutenu aussi par l'Ouganda.
2. Al Ittihaad Al Islamia - Sud somalien
3. Movement national du sud somalien
4. Front national somalien (une fraction de ce front)

V. REBELS ETHIOPIENS OPPOSES A ADDIS ABEBA ET ASMARA

1. Front pour l'Unité éthiopienne
2. Front Démocratique Révolutionnaire Afar
3. Front Patriotique pour l'Unité démocratique d'Ethiopie
4. Mouvement de Libération Sidama
5. Les mouvements « KEFAGNE » groupes combattants plus ou moins organisés opérant dans la région d'Amhara.